

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Déclaration de "la République Sociale Européenne" contre la guerre

- International -

Date de mise en ligne : mardi 21 janvier 2003

Démocratie & Socialisme

Déclaration de "la République Sociale Européenne" contre la guerre

A l'occasion du Colloque organisé par la République Sociale Européenne (RSE), le Club des gauches socialistes européennes, sur le thème « *Quelles perspectives pour les socialistes européens ?* » qui s'est tenu au Parlement européen à Bruxelles hier, jeudi 9 janvier, les participants ont adopté à l'unanimité, **une déclaration de la RSE qui demande au Parti socialiste européen (PSE) de prendre une position claire contre la guerre en Irak. Cette déclaration a été adressée à Robin Cook, président du PSE.**

"Peuples d'Europe, peuple du monde, empêchez la guerre contre l'Irak

Pendant que le Président Bush intensifie ses préparatifs de guerre suivi par des pays européens, d'autres gouvernements d'Europe donne l'impression qu'ils assisteront sans réagir aux manoeuvres de l'administration Bush.

Rien ne justifie une guerre contre l'Irak. Cette région ne peut se permettre une nouvelle guerre. Ses conséquences déstabiliseraient l'ensemble du Moyen-Orient et en particulier Israël et la Palestine. L'administration Bush ne veut pas seulement contrôler les réserves en pétrole, elle veut imposer un nouvel ordre au Moyen-Orient. Aucun lien n'a été établi entre le réseau d'Al-Qaida et l'Irak. Jusqu'à présent l'Irak a coopéré avec les inspecteurs de l'ONU. Cette guerre n'a pas de légitimité au plan international. Le combat contre le terrorisme est utilisé par Bush comme prétexte pour mettre en oeuvre sa stratégie de guerre préventive. Cette guerre ne saurait être justifié par la lutte contre le terrorisme. Nous redoutons que la coalition anti terroriste n'éclate. La destruction d'Al-Qaida passe par le renforcement de la coopération internationale et non par un combat entre l'islam et l'occident.

L'Union européenne et les pays qui la composent doivent empêcher que la stratégie de la guerre préventive soit légitimée internationalement. Le droit de l'ONU n'est pas le droit du plus fort.

Le lien entre la globalisation libérale et les interventions militaires des Etats développés est évident : des intérêts économiques, stratégiques et géopolitiques sont défendus y compris militairement.

Une nouvelle guerre du Golfe c'est davantage de misère, des milliers de morts, de la destruction de villes et d'infrastructures pour une population qui souffre déjà sous l'embargo et sous la pression du régime dictatorial de Saddam Hussein. Ce n'est pas le régime, mais ce sont des êtres humains qui en seraient les principales victimes. En Irak comme ailleurs, nous défendons l'autodétermination des populations. En Irak il doit y avoir des élections libres.

Notre première priorité c'est d'empêcher la guerre.

Nous saluons la mobilisation contre la guerre en Irak dans beaucoup de pays du monde. En particulier nous nous réjouissons également des forts mouvements de protestation aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Nous lançons un appel aux citoyens des Etats européens : Participez massivement aux nombreuses manifestations pour la paix dans tous les pays. C'est ainsi que la mobilisation du 15 février sera un grand succès.

Nous appelons les gouvernements européens à parler d'une seule voix et à s'opposer à la guerre. Nous demandons au PSE d'adopter une position claire contre la guerre. Ensemble avec les socialistes et les sociaux-démocrates d'Europe, nous devons nous investir de toutes nos forces pour obtenir un refus unanime de la guerre au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

Déclaration de "la République Sociale Européenne" contre la guerre

Nous attendons des gouvernements socialistes et sociaux-démocrates qui siègent au Conseil de sécurité qu'ils se prononcent contre la guerre.

Les efforts de Kofi Annan doivent être soutenus. Le paragraphe 14 de la résolution 687 stipule que les exigences de désarmement et de contrôle imposées à l'Irak sont des pas vers l'objectif d'une zone moyen-orientale sans armes de destruction massive. Une conférence régionale sur le désarmement est aujourd'hui plus nécessaire que jamais.

Nous demandons à nos partis de ne plus rester silencieux, mais de se mobiliser avec force autour de ses objectifs et de s'engager pour élargir les mobilisations en faveur de la résolution pacifique des conflits.

Participaient notamment à cette journée :

Marie-Noëlle Lienemann, ancienne secrétaire d'Etat au logement (PS- France) Co-Présidente de la RSE ; Detlev von Larcher, ancien député au Bundestag (SPD - Allemagne) Co-Président de la RSE ; Juan Antonio Barrio, membre du conseil (PSOE - Espagne) ; Josep Borrell, député, membre de la Convention pour l'avenir a réforme des institutions de l'Union européenne, ancien Premier secrétaire du PSOE (Espagne) ; Jean-Maurice Dehousse, député européen (PS - Belgique) ; Harlem Désir, député européen (PS - France) ; Julien Dray, député (PS - France) ; Henri Emmanuelli, député, ancien Premier secrétaire (PS - France) ; Anne Ferreira, députée européenne (PS - France) ; Pietro Folena, député (DS Aprile - Italie) ; Evelyne Gebhardt, députée européenne (SPD - Allemagne) ; Heiko Kretschmer (SPD - Allemagne) ; Ioannis Koukiadis, député européen (PASOK - Grèce) ; Andrea Nahles, ancienne députée au Bundestag (SPD - Allemagne) ; Béatrice Patrie, députée européenne (PS- France) ; Andrés Perello (PSOE - Espagne) ; Bernard Pignerol (PS - France) ; Guido Sacconi, député européen (DS Aprile - Italie) ; Andrian Zimmermann (PS - Suisse) ; Olga Zrihen, députée européenne (PS - Belgique) ; ...

La République sociale européenne

Bruxelles, le 9 janvier 2003